Loi Nome : explosion des factures d'électricité

mardi 7 juin 2011, par [NPA \(comités divers\)](#) (Date de rédaction antérieure : 10 mars 2011).

Contrairement à ce que veulent faire croire les tenants du libéralisme, les privatisations de services publics ne sont jamais synonymes de baisses des tarifs. Avec la nouvelle loi sur le marché de l'électricité, les coûts explosent et le service aux usagers se dégrade.

La loi Nome (Nouvelle Organisation du marché de l'électricité), adoptée fin 2010, doit entrer en vigueur le 1^{er} juillet 2011. La première conséquence pour les usagers sera un taux inédit d'augmentation de leurs factures : 5 % le 1^{er} juillet, pour atteindre 25 % d'ici 2015.

Ce sera la fin des tarifs régulés et de la péréquation tarifaire et cela aggravera la précarité énergétique d'une vaste partie de la population.

L'exemple de GDF-Suez est sans équivoque : 10 000 coupures l'année de sa privatisation en 2007 et plus de 200 000 en 2010. D'autant qu'avec l'arrivée du nouveau compteur Linky dit « intelligent », les coupures se feront à distance ! Plus de 3, 5 millions de familles sont déjà dans l'incapacité de payer leurs quittances d'électricité et de gaz, ce chiffre va augmenter.

Depuis la privatisation du marché de l'énergie en 2007, les patrons des entreprises privées (Poweo, Direct Énergie, GDF-Suez...) estiment que la concurrence ne peut pas s'exercer. Les tarifs seraient trop bas pour tirer des marges bénéficiaires suffisamment importantes et verser des dividendes dignes à leurs actionnaires. Afin de contenter ces appétits jamais repus, EDF SA doit désormais vendre 25 % de sa production nucléaire à un prix bradé, c'est-à-dire sans tenir compte des coûts de production, à ces entreprises privées. Sous prétexte de concurrence, les profits engrangés par l'achat de 25 % de l'énergie à prix « low-cost » iront directement dans les poches des patrons et des actionnaires des groupes privés (le principal est GDF-Suez dont le PDG Mestrallet est un ami de Sarkozy).

En outre, cette loi remettra en cause le développement des énergies renouvelables. C'est donc une déstructuration du secteur de l'énergie, puisque EDF SA, pour maintenir les dividendes de ses propres actionnaires, devra réduire ses investissements dans l'entretien des réseaux et dans le développement des moyens de production. Un scénario dont les usagers de Californie ont fait les frais, il y a quelques années, lors du black-out total de cet État durant plusieurs jours.

« *La concurrence génère des prix plus bas et un meilleur service* » : c'est par une telle affirmation que la technocratie ultralibérale de Bruxelles a engagé la privatisation des entreprises d'électricité et de gaz européennes. Après plusieurs années de mise en œuvre, nous ne pouvons que constater l'inverse : augmentation massive des prix, dégradation des services, sous-investissements, réduction des emplois, ont accompagné toutes les privatisations. Au lieu d'en tirer un enseignement, les intégristes libéraux, au nom de leur idéologie criminelle, continuent et achèvent les dernières entreprises publiques européennes comme EDF.

Depuis la privatisation de GDF, on a pu constater, entre autres, une augmentation de plus de 40 %

des quittances pour les usagers. Suez, qui détient aujourd'hui GDF, conserve le nom historique pour mieux tromper. Il en est de même aujourd'hui d'EDF SA sous la coupe de Veolia. Les réseaux sont dans un état lamentable, les coupures deviennent régulières et tous les services sont lourdement facturés. Pendant ce temps, plus de 2, 5 milliards d'euros sont versés aux actionnaires, et les amis politiques de Sarkozy se partagent, tels des charognards, les dépouilles de l'entreprise publique.

La loi NOME va faire éclater le dernier socle du service public, le socle commun ERDF/GRDF. Avec la privatisation, 30 % du personnel ont déjà disparu, passant de 48 000 à 34 000 agents et avec l'arrivée du compteur Linky, 70 % des charges de travail vont disparaître, leurs emplois avec. Plus que jamais, usagers et agents du service public devront résister ensemble et empêcher l'accélération de cette politique ultralibérale, se battre pour la (re)nationalisation des secteurs de l'énergie (gaz-électricité-pétrole) sous contrôle des usagers et des salariés.

Comité NPA Énergie 75

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 93 (10/03/11).